

Colloque sur l'établissement et le retrait en agriculture
Le 15 mai 2008



La Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois... et la relève

Lionel LEVAC, journaliste

Radio-Canada – La semaine verte Radio
Québec

*Texte présenté le 15 mai dernier dans le cadre du Colloque
sur l'établissement et le retrait en agriculture,
fourni par M. Levac le 1^{er} juin 2008.*



Centre de référence en agriculture
et agroalimentaire du Québec

Comité établissement et
retrait de l'agriculture

La Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois ... et la relève

Bonjour à vous tous,

Le texte dont je vais vous faire part ce matin est tout chaud. On m'avait demandé, comme à tous les conférenciers, de remettre le texte de ma présentation le 18 avril dernier, si ma mémoire est bonne.

Je ne l'ai pas fait et j'ai dit au gens du CRAAQ qu'il se passerait des choses, que la situation ou le contexte politique allaient évoluer entre le 18 avril et le 15 mai et que je n'étais pas à l'aise de fournir un mois à l'avance un texte sur un dossier aussi chaud et en évolution.

Finalement, le texte que j'ai ce matin, je l'ai rédigé hier, au lendemain de la présentation par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, monsieur Laurent Lessard, de son plan en faveur de la relève agricole.

Avant tout, j'aimerais vous dire que je suis très heureux d'être ici aujourd'hui et de vous présenter mon point de vue sur « l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire du Québec ». Parce que qui dit relève dit avenir... et sans relève, sans renouvellement sur les fermes et dans les entreprises, le futur ne peut être envisagé de la même façon. Je dirais que l'agriculture risque d'y perdre son âme... pas dans un sens religieux... mais plutôt en considération des valeurs que l'on reconnaît, que l'on souhaite perpétuer ou améliorer dans le monde rural pour aider la société à se réaliser plus pleinement. Une société qui néglige son agriculture est une bizarre de société et un monde agricole qui ne prend pas sa place dans la société ou qui ne se sent pas partie intégrante de la société n'augure rien de bon. En référence au contexte international actuel, on constate que les pays ou régions du monde qui ont négligé leur agriculture ces dernières décennies sont dans un état déplorable de dépendance. Bien des gens, dans bien des pays, se sont brutalement rendus compte que leur laisser aller, leur négligence face à l'agriculture et la classe agricole avaient accéléré et accentué la crise soudaine... crise que l'on a qualifiée d'alimentaire mais qui est plutôt, à multiples exemples, dans tant de pays et de régions du monde, une crise socio-économique... une crise de justice entre membres de mêmes sociétés, de mêmes communautés, mais plus souvent une crise découlant de la dépendance à laquelle ont été poussées tant de nations... Une crise qui peut nous sembler lointaine, encore, mais dont nous ne sommes pas véritablement à l'abri. Lorsque bien des gens, bien des groupes chez nous, dans la foulée des discussions à la Commission Pronovost ont commencé à parler de Souveraineté Alimentaire (un terme que ni Laurent Lessard, ni Bernard Landry n'aiment... mais pas pour les mêmes raisons), donc lorsqu'on a commencé à parler de Souveraineté Alimentaire, c'était justement dans l'espoir de réduire la dépendance du Québec face aux fournisseurs de l'extérieur. Pour des raisons d'emploi, d'environnement, d'énergie, et aussi de capacité de décisions économiques... pourquoi ne pas privilégier des produits d'ici.

Aujourd'hui ce sont essentiellement des réflexions que je veux vous livrer... un peu en vrac mais, comme je le constatais alors que j'accumulais des notes et que je préparais ce texte... des réflexions qui sont pour beaucoup en écho à de nombreuses conclusions du rapport de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois. Et ça tombe bien, c'est exactement ce que l'on m'a demandé d'aborder.

Je vous parlais donc du Plan en faveur de la relève agricole du ministre Laurent Lessard. Un plan intéressant... qui reste un peu sommaire pour l'instant... mais qui, dans ses grandes lignes, sourit beaucoup à la Fédération de la relève agricole du Québec (FRAQ) et qui vient donner de nouvelles possibilités de soutien à la relève.

Dix millions sont consacrés à ce plan. C'est beaucoup plus que les sommes actuellement allouées en dehors... ou en plus des programmes que sont Les Primes à l'établissement (20 000 à 40 000 \$), les subventions (?) consenties par La Financière agricole pour des projets spécifiques (en 2005, je crois, cette aide atteignait 9,9 millions de dollars) ou encore le financement consenti par La Financière agricole (des garanties de prêt) à de nouveaux agriculteurs pour presque 90 millions de dollars... toujours pour l'année de référence 2005.

Mais pour être efficaces... et nous le savons tous lorsque nous tentons de budgéter, de planifier nos dépenses... il faut cibler les investissements les plus rentables (à court, moyen et long terme)... et qui donneront les meilleures retombées.

Donc, avec des précisions qui restent à venir... Le Plan Lessard prévoit 4 volets... UN L'appui à l'investissement des jeunes entreprises agricoles DEUX Le soutien du développement des compétences des jeunes entrepreneurs agricoles TROIS L'appui aux initiatives de partage de main-d'œuvre et de matériel agricole. Et QUATRE L'appui aux initiatives régionales et sectorielles (ce dernier point rejoint le volet DEUX sur le développement des compétences... parce que ce volet QUATRE prévoit de l'aide financière pour des projets collectifs innovateurs liés au développement des connaissances et des compétences des jeunes entrepreneurs.)

On peut donc constater que la formation, le développement des compétences sont des points centraux lorsqu'il est question de relève. Le rapport Pronovost le souligne à plusieurs reprises... et reprend ainsi ce que bien des gens, bien des groupes sont allés dire aux Commissaires pendant les audiences publiques. « La formation est essentielle... il nous faut des agriculteurs, des employés agricoles et des fournisseurs de services compétents ».

Bon, bien... c'est réglé. Pourquoi se casser la tête davantage? Maintenons et développons des cours, des programmes de formation, des équipes d'apprentissage... ouvrons de nouvelles écoles même... La solution est dans la formation et la compétence que l'on aura acquis en suivant des cours!

Mais, il y a un problème... (au moins un problème)... on manque d'élèves... des classes sont à moitié, au tiers de leur capacité... des cours sont annulés pendant une ou plusieurs sessions, faute d'élèves....

Des commissions scolaires, des cégeps... s'interrogent sur l'opportunité de maintenir certains programmes....

Et, en même temps, la moitié des jeunes qui prennent la relève sur des fermes n'ont pas suivi de formation spécifique en agriculture, encore moins dans les domaines précis de production de l'entreprise qu'ils vont bientôt prendre en charge... et aussi, phénomène qui s'amplifie d'année en année... les entreprises en mesure d'employer des gens ont peine à trouver du personnel compétent... du personnel formé... du personnel spécialisé, des ouvriers qui connaissent l'ABC des productions laitières, porcines, horticole, etc. Et encore plus difficile de trouver quelqu'un qui aura acquis des connaissances un peu plus élaborées et qui sera en mesure, par exemple, de décider, de faire des choix, d'organiser le travail et la production... ou encore de diriger une équipe.

Certains vont trouver une consolation dans le fait que ces difficultés se retrouvent dans plusieurs domaines professionnels. On a peine à trouver de la main-d'œuvre formée et intéressée. (Magazine l'Actualité, numéro du premier juin 2008). On a peine à trouver des jeunes... des gens... intéressés à s'orienter vers des métiers... et entre autres vers des occupations agricoles... Même chose pour la forêt, même chose pour les pêches.

Mais ce ne peut être une consolation que de dire que c'est l'ensemble de la formation technique qui est en crise... c'est plutôt une désolation.

Et si j'avais ce matin réponse à cette énigme de la grande disponibilité d'emplois, de l'utilité sinon la nécessité d'être bien formé versus la difficulté de remplir des classes et de maintenir des programmes de formation... si j'avais la solution... je serais aujourd'hui très populaire.

Il en tient vraisemblablement à un ensemble de facteurs... mais selon moi, le plus important en est un de société... d'attitude de notre société, de contradiction de notre société, incapable de valoriser véritablement les métiers qui sont pourtant à la base de la vie de tous les jours. Comment expliquer, et sans aucunement dénigrer la fonction de vendeur ou vendeuse... comment expliquer que des jeunes soient prêts un jour à vendre des hamburgers, le lendemain se retrouver dans le rayon des disques compacts d'une grande surface et la semaine suivante d'être serveur ou serveuse dans un café ou un bistrot.

Très souvent ces jeunes n'ont aucune formation dans quelque domaine que ce soit, mais ils savent qu'ils peuvent « magasiner » des emplois dans le commerce ou le secteur des services où on est en manque de personnel. On n'est donc pas regardant sur la formation.

Ce phénomène de l'emploi facile et rapide... emploi interchangeable aussi se retrouve également dans l'agroalimentaire et l'agricole... Cela donnera là aussi un taux de roulement important dans le personnel, l'impossibilité de même penser former sur place les gens que l'on embauche... cela donnera également des situations comme celles que l'on voit apparaître à l'occasion à la télévision avec des gens qui maltraitent les animaux parce que même cela personne ne leur a montré que ce n'est pas correct. Et si des gens le savent d'instinct... de tels gestes montrent qu'ils n'aiment pas ce qu'ils font. Ils sont là plutôt que d'être ailleurs, c'est tout. Beaucoup de ces personnes n'ont aucun intérêt pour ce qu'elles font et ne développeront donc jamais de passion, de passion pour la terre... mais malheureusement de passion pour absolument rien, pour aucun travail, ce qui est encore pire. Et c'est là que notre société ne sait pas quoi faire...

Je le disais, il y a plusieurs phénomènes concurrents. Parce que, par exemple, il y a des jeunes qui aiment l'agriculture ou qui aimeraient l'agriculture... mais qui se font violence et rejettent l'idée d'y faire leur vie.

Ils ont vu leurs parents en arracher... se battre contre des phénomènes sur lesquels ils n'ont aucune prise... les prix, les marchés, les maladies, les embargos...

Ils ont vu les jeunes de leur âge accéder à des vies plus roses, plus faciles. Ils les ont vus s'en aller en ville, même sans passion, mais avec la quasi certitude de gagner leur vie, plus ou moins bien peut-être, mais sans toutes les contraintes de la vie agricole.

Et s'ils ont quitté leur rang, leur paroisse, pour aller étudier et ensuite revenir et faire de l'agriculture, plusieurs sont l'objet de railleries de la part de ceux qui ne sont pas partis. « Tiens tes vacances sont finies! Hei, sais-tu encore comment tirer une vache, le pousseur de crayon! »

Il ne faut pas généraliser... mais cela existe et je connais personnellement quelques cas.

Suis-je rendu trop loin du rapport de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois? Je ne pense pas... au contraire.

D'une part, le monde agricole, quant aux difficultés de formation et de travail ou d'emploi, fait face à des situations que l'on peut retrouver dans l'ensemble de la société... tous secteurs confondus.

Ce qui diffère, ce qui tranche, face à la classe agricole, est l'attitude spécifique de la société face à ce qui se passe en dehors d'un cadre urbain, très soumis aux modes et aux tendances du moment. Un monde où la vie doit se passer en ville. Hors de la ville, point de salut.

Encore là, c'est contradictoire parce que tellement de gens rêvent d'aller vivre à la campagne. Ces gens veulent vivre à la campagne. Ils ne veulent pas nécessairement travailler en milieu rural et s'intégrer au milieu rural. Ils veulent vivre en milieu rural, c'est tout.

Les agriculteurs et agricultrices, jeunes et moins jeunes, veulent non seulement vivre en milieu rural et agricole mais veulent en vivre, veulent y gagner leur vie... y faire leur vie.

À force de tout centraliser dans les villes, à force de réduire constamment les services dans les milieux ruraux, à force de priver tellement de communautés de vie culturelle, de vie sportive ou de n'allouer à ces fonctions que de minces ressources... on marginalise le monde agricole.

Déjà que le contexte de production et de commercialisation a rendu les choses si difficiles pour les agriculteurs....si en plus on ne leur permet pas de maintenir un milieu de vie agréable et stimulant... il y a là déjà de quoi faire hésiter bien des jeunes à rester en agriculture. Le droit au bonheur, c'est pour tout le monde.

Il y a un autre phénomène encore... celui des jeunes qui prennent la relève... presque par dépit je dirais. Des gens qui ne sentent pas le besoin d'aller à l'école, d'aller chercher une formation d'appoint qui constituerait une mise à jour des connaissances dans leur champ d'activité.

Dans de tels cas et c'est dommage, on verra souvent les entreprises stagner, péricliter ou se placer en grande vulnérabilité. Et cela ne tient pas à la taille de l'entreprise. C'est beaucoup plus une question de compétence, de capacité de mener les affaires, de répondre à de nouveaux contextes, voire de diversifier l'entreprise et d'en arriver à rentabiliser l'exploitation.

La taille de l'entreprise, je le répète, n'a pas tellement d'importance. Il y a bien sûr au Québec comme ailleurs, ceux qui pensent et qui disent que l'agriculture doit se faire à grande échelle... que l'agriculture moderne se fait à grande échelle... que c'est la seule façon de concurrencer les agricultures étrangères. Il y a aussi ceux qui disent qu'on n'a pas à concurrencer les agricultures étrangères.

Dans l'esprit de ce qu'a constaté la Commission Pronovost, l'agriculture, qu'elle soit à grande ou à petite échelle, si elle n'est pas soutenue convenablement par de l'aide technique, par des considérations politiques et par des subventions et des programmes d'assurance, et bien elle aura des difficultés.

Faites l'expérience de dire à quelqu'un qui a une grosse exploitation agricole... par exemple dans les céréales... que le Programme d'assurance stabilisation n'existe plus. Catastrophe.

Pourtant, souvent ce sont ces gens qui auront fort peu de considération pour la petite agriculture... Entendons-nous... agriculture à plus petite échelle, mais qui ne sera tout de même pas qu'une simple agriculture vivrière familiale.... Pour nourrir une seule famille.

Comme le dit le rapport de la Commission, il y a place pour toutes tailles d'agriculture et il doit y avoir place pour toutes les productions.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y a plus de place pour de l'agriculture à grande échelle... cela veut dire, toujours dans l'esprit du rapport Pronovost, que l'agriculture à grande ou à petite échelle, selon le choix de ceux qui la font, doit pouvoir être encadrée et soutenue de façon équitable. Il faut comprendre ici que le niveau global d'aide... par exemple par les contributions gouvernementales au Programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles, ne sera pas augmenté (dès qu'il est question d'argent, nos gouvernements le disent... il ne peut y en avoir plus ou en tout cas beaucoup plus. Donc, il faut faire autant avec moins ou plus avec les mêmes sommes)... Il faudra donc trouver une formule applicable à toutes les productions, certes, mais qui établira des plafonds au-delà desquels on ne recevra pas de compensations.

D'ailleurs, à la page 59 du rapport... on lira que, et je cite : « Transformer l'ASRA en programme universel, selon les paramètres actuels du régime et son mode de gestion, représenterait un risque financier considérable pour le gouvernement. » Fin de la citation.

Et la révision de l'ASRA, des autres programmes d'assurance et du mandat même de La Financière agricole est une opération maintenant amorcée. À compter d'après demain, le 17 mai, le sous-ministre Michel R. St-Pierre passera du MAPAQ au ministère du Conseil exécutif, c'est-à-dire le ministère du premier ministre, pour y mener cette révision générale. Peut-être a-t-on voulu placer ce haut fonctionnaire de renom, qui est d'ailleurs l'un des artisans de la création de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois... le placer donc à l'abri des pressions de toutes sortes en le retirant du giron immédiat du MAPAQ.

Bon...

Peut-être vais-je un peu vite dans ce que je souhaite être une démonstration de la volonté de changement qui découle du rapport Pronovost.

N'oublions pas le contexte qui a mené à la création de la Commission. Malaise général dans l'agriculture, malaise qui déborde également dans l'agroalimentaire... les transformateurs sont nombreux également à se plaindre de la diminution constante de leurs marges bénéficiaires au profit des distributeurs... essentiellement les grandes chaînes qui, entre elles, se livrent une guerre sans merci pour quelques points de part de marché. Leur arme principale, les prix... les bas prix... Et comment obtenir des bas prix... en achetant moins cher... On achète ici à des prix qui n'ont aucun rapport avec les coûts de production ou bien

on achète à l'extérieur à des prix dits internationaux... en fait des prix que l'on pousse constamment à la baisse en opposant les unes aux autres les diverses régions du monde d'où peuvent provenir ces denrées. Et on s'étonnera après cela que des gens veuillent produire autrement et vendre dans des réseaux dits de proximité.

Autre facteur qui a mené à la mise en place de la Commission : l'incompréhension... le malentendu entre l'agriculture et le reste de la société.

Il y a aussi, j'en parlais il y a quelques instants... l'impasse financière... le gouffre financier que représentaient certains programmes.

Il y a aussi l'environnement, dans une moindre mesure peut-être.

Il y a les relations de plus en plus difficiles entre partenaires... On n'a qu'à regarder ce qui se passe aujourd'hui encore dans le secteur porcin.

Il y a aussi le souhait de certains groupes de pouvoir être reconnus comme syndicats agricoles, au même titre que l'est en exclusivité depuis les années 1960 au Québec l'Union des producteurs agricoles.

Mais ne nous faisons pas d'illusion, dans le contexte du rapport Pronovost, la possibilité qu'il y ait plusieurs syndicats agricoles au Québec n'est absolument pas une priorité... même si ce n'est pas exclu. Il faudrait d'abord que des groupes s'organisent pour représenter véritablement un certain nombre d'agriculteurs. Et à ce titre, ce n'est pas l'Union paysanne que l'UPA craint le plus... ce sont plutôt quelques groupes d'importants producteurs qui souhaitent ni plus ni moins que le libre marché dans leurs activités, des producteurs de grains par exemple.

Et toujours dans l'esprit et la lettre du rapport Pronovost, comme il n'est pas question de mettre fin à la mise en marché collective... mais tout simplement de trouver quelques accommodements, quelques assouplissements qui vont permettre une diversification des productions et l'accès aux marchés pour des producteurs voulant aller chercher une plus value sur les marchés. C'est une condition énoncée dans le rapport. Pour vendre un produit agricole en dehors des agences de ventes ou autre système de mise en marché collective, il faudra que le ou les producteurs fournissent des produits pour lesquels ils peuvent obtenir davantage que ce que leur donnerait la mise en marché collective.

De jeunes agriculteurs peuvent donc soit bénéficier de la mise en marché collective... et donc de la force de négociation que donnent ces mécanismes, ou encore opter pour des productions différenciées, à valeur ajoutée et pour lesquelles ils iront chercher eux-mêmes des prix plus élevés sur le marché.

Par exemple, du poulet de grain, élevé à l'extérieur et rendu à des poids non conventionnels pourrait être offert dans un marché public... sans quota... mais dans les limites de volumes préétablis.

C'est ce que propose le rapport Pronovost... On n'y est pas encore. Il faudra au minimum attendre l'automne prochain pour connaître la suite des choses. Le ministre Lessard a demandé aux Fédérations de producteurs de lui soumettre, d'ici septembre, leurs propositions sur les gestes qu'elles sont prêtes à poser, sur les concessions qu'elles sont prêtes à faire pour assouplir les systèmes de mise en marché.

L'agriculture change rapidement, le contexte dans lequel se fait l'agriculture change aussi et ceux qui pensent (parce qu'il y en a) que le gouvernement s'apprête à reculer, à revenir en arrière, à revenir dans le passé, en retenant certaines conclusions du rapport Pronovost, ceux qui pensent que le gouvernement fait fausse route en reprenant l'esprit du rapport Pronovost... et bien on peut penser que ces gens-là vont faire face à une dure réalité... qui est justement la volonté gouvernementale manifeste de réformer le contexte agricole québécois, la gouvernance de notre agriculture et l'approche générale des marchés.

Le rapport Pronovost parle d'une agriculture plurielle. Le ministre Lessard dit que l'on va faire plus d'agriculture au Québec. Que cette agriculture doit correspondre davantage à ce que les clients, les consommateurs veulent. Et il dit aussi que cette agriculture doit se faire de façon plus verte, plus respectueuse des animaux et en intégrant de nouvelles fonctions... par exemple la production d'énergie à partir de la biomasse.... Mais pas question de faire davantage d'éthanol maïs. On pourra faire de l'électricité avec des gaz, des biodiesels avec des gras animaux et de l'éthanol avec des déchets végétaux ou encore avec des plantes comme le panic érigé ou mieux encore le *Myscanthus giganteus*, plus productif et pouvant être implanté presque sans engrais dans des sols plus pauvres ou même servir de bandes riveraines puisqu'on n'a aucun besoin de travailler le sol pendant 20 ou 25 ans.

Mise en marché... réforme... Tout simplement produire davantage de choses, des denrées prêtes et adaptées à notre marché local que des commodités en vrac destinées à être transformées, sans traitements et conditionnées à l'extérieur, sinon carrément à l'étranger pour nous être revendues dans des contextes où nous n'en tirerons aucun profit... ni dans le commerce, ni dans la production, etc.

Protection minimale... un seuil en bas duquel il ne faut pas aller.

Je voyais dans le dernier numéro d'un magazine que je respecte beaucoup, le Bulletin des agriculteurs, un sous-titre qui dit « Ce n'est pas en misant sur les bergeries et les écuries que l'on s'attaque aux problèmes d'image qui affligent l'agriculture québécoise. »

Je dirais les choses autrement... Il ne faut pas montrer que des bergeries et des écuries certes mais il faut être en mesure de tout montrer... Si on veut que les relations entre agriculteurs et non agriculteurs s'améliorent... en fait si on veut qu'un véritable contrat social s'établisse à propos de l'agriculture, il faut être transparent, montrer ce qui est bien fait et accepter que des gens soulignent ce qui reste encore à faire.

Je ne vous donnerai qu'un exemple. Je ne compte plus les reportages que j'ai pu faire sur des fermes à propos d'améliorations environnementales, d'innovations et d'aménagements pour protéger les cours d'eau, de systèmes de récupérations des gaz, de séparation liquides solides, de compostage, d'épandage selon les règles de l'art et j'en passe.

Je suis de ceux qui sont convaincus que de grands efforts ont été faits et que la grande majorité des agriculteurs et agricultrices ont maintenant acquis une conscience environnementale.

Pourtant, comment expliquer que pas plus tard que la semaine dernière alors que je venais, sans identifier qui que ce soit, de dénoncer un épandage illégal, un employé d'un club agroenvironnemental me fasse dire que je n'ai pas d'affaires à parler de ça.

Tant qu'il y aura des gens qui voudront jouer à la cachette, tout en réclamant plus de sympathie et de compréhension de la part de la société, et bien l'entente sera impossible et les gestes illégaux et illogiques nuiront à l'ensemble de la communauté agricole.

Bon... j'ai dit beaucoup de choses... j'ai pu sembler m'égarer dans mes propos et m'éloigner du rapport Pronovost et de ses suites...

Mais tout ce que j'ai abordé fait partie de la discussion découlant du rapport Pronovost et des suites que le gouvernement a commencé à lui donner...

Promotion de l'achat d'aliments du Québec, préoccupation accrue quant au bien-être animal, nouvelle insistance environnementale, soutien plus marqué à la relève agricole, chantier sur la mise en marché, amorce de la révision de La Financière agricole et des programmes d'assurance.

Au gouvernement, on est à empiler des briques en vue de la construction de ce qui sera la Première politique agricole et agroalimentaire du Québec. Je dis bien empiler des briques parce que les fondations, la pierre angulaire de cette future politique restent toujours à venir. Les premières pièces maîtresses restent à venir.

Le ministre Laurent Lessard dit que non seulement la nouvelle politique sera prête dans deux ans, mais qu'elle sera en vigueur.

Il faut donc que les choses aillent rondement.

Le ministre reprend par ailleurs une phrase que Jean Pronovost énonçait dès le début des travaux de la Commission et qu'il répétait au moment du dépôt de son rapport... Le *statu quo* est impossible.

L'agriculture québécoise ne peut continuer d'évoluer dans le contexte actuel. Il faut des changements importants... et encore une fois tout cela ne doit pas signifier un recul de l'agriculture mais son expansion, de façon différente, de façon plus diversifiée. Et cela ne doit pas signifier moins de sécurité et moins de pouvoir pour les agriculteurs. Il y a moyen, toujours dans l'esprit et la lettre du rapport Pronovost, de faire plus de productions, de faire les choses différemment, de faciliter l'accès à l'agriculture, de diversifier les façons de commercialiser, en particulier en développant davantage les circuits courts, les liens plus directs entre producteurs et consommateurs.

Des outils forts utiles depuis des décennies sont devenus paralysants, note le rapport Pronovost. Il faut moderniser ces outils, les rendre plus efficaces.

En terminant...

J'ajouterais, et je pense que cela est aussi tout à fait dans la lignée du rapport Pronovost... même si le président et les deux autres commissaires Tremblay et Dumais ne le disent pas comme cela dans le document... j'ajouterais donc que le but ultime d'une réorganisation de l'agriculture et de l'agroalimentaire, au-delà de ses objectifs essentiellement économiques, devrait être de recréer en milieu rural une diversité qui s'est beaucoup perdue.... L'occasion aussi, avec les jeunes qui prennent tour à tour leur place dans notre agriculture... de dissiper la morosité qui règne malheureusement encore chez de trop nombreux agriculteurs.

Au tout début, je parlais de formation, de la nécessaire formation... je crois que le monde agricole a aussi besoin de bonheur, un bonheur qui ne pourra être acquis que par l'implication de tout le monde. Chacun fait son bonheur... toutefois les conditions de base à ce bonheur ne pourront être acquises que par la volonté collective.

Je citerai, vraiment en terminant, Guy Coulombe, qui a agi comme mandataire du gouvernement dans le dossier du porc et qui a conclu dans son rapport que les partenaires sont condamnés à s'entendre.

Cela vaut pour l'ensemble du monde agricole et agroalimentaire.

Merci